

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 191

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Le numéro : 10 francs

« Derrière Pie XII
il y a 725 millions
de fidèles. »
De PIE en pis!

Ce qu'est le « LIB »

LES lignes qui vont suivre s'adressent tout particulièrement à ceux de nos lecteurs n'ayant aucune attache avec la Fédération Anarchiste et qui ignorent comment est conçu et réalisé le Libertaire.

La vie intérieure de notre journal — son financement, ses espoirs, ses possibilités, son organisation matérielle — dépend strictement d'une équipe de militants qui, tous, travaillent du matin au soir et sacrifient leurs rares loisirs, leurs soirées, leurs nuits parfois à leur idéal et son puissant moyen de propagande : le Libertaire.

Le Libertaire ne compte qu'un seul appointé chargé de la préparation technique, du courrier, etc., et ayant pour obligation première d'appliquer les décisions prises par le Comité de Lecture, au sein duquel il a évidemment droit de parole et de critique, comme tous les autres membres.

Dans un petit local de la rue du Croissant, chaque lundi soir, ce Comité se réunit. Venu de l'usine, de l'atelier, du magasin, les camarades se rassemblent. Parfois un tel ou un tel est en retard. Des obligations diverses, ou bien le travail, en sont la cause. Dans le métro, souvent, il a, en hâte, terminé son article à l'aide des dernières informations du jour. Le voilà. Il a les mains encore tachées, il n'a pas eu le temps de se raser, mais son « papier » est prêt. Et la discussion commence. Autour de chaque article, soigneusement étudié, des controverses s'amorcent, s'enflent, deviennent souvent passionnées, mais toujours fraternelles.

Voici un point de philosophie épineux, une position syndicale discutable, une conception des relations internationales inacceptable. Et chacun défend son point de vue avec cette liberté totale qui caractérise les milieux anarchistes. Peu à peu, les sujets s'épuisent. On a trouvé, comme toujours, des terrains d'accord, même sur les sujets ayant soulevé les oppositions les plus marquées, l'essentiel, c'est-à-dire les conceptions sociologiques et philosophiques, étant identiques pour tous.

Mais l'heure passe avec rapidité. Déjà 11 heures. Personne n'a diné et on meurt de faim... et de soif. Tant pis. Le Lib avant tout! Et c'est à minuit, parfois à une heure, que les camarades se séparent, épuisés mais heureux.

Le Comité de Lecture est donc la cheville ouvrière du Libertaire. Malheureusement, ses efforts ne peuvent déborder le cadre rédactionnel. Le côté financier de notre journal pose des problèmes bien plus ardu, car là nous nous heurtons aux contraintes économiques, que masquent les fausses libertés démocratiques.

Sait-on que chaque numéro coûte 125.000 fr. et qu'une grande partie des recettes ne sont réglées par les Messageries que sous délai de trois mois? Sait-on que Lib acheté 10 fr. dans un kiosque, ne lui laisse que 5 fr.? Sait-on également que le Lib est le seul journal ne vivant exclusivement que de ses ventes, abonnements et souscriptions?

Malgré une réduction maximum des frais — aucun hebdomadaire ne peut s'honorer d'avoir une équipe de rédacteurs bénévoles — les difficultés financières sont souvent considérables. Ainsi, à l'heure actuelle, nous ne parvenons plus à équilibrer nos dépenses et recettes, malgré le dévouement de tant de militants.

Mais le Libertaire doit vivre. Tous nos amis, tous nos lecteurs, tous nos militants ne permettront pas que le seul journal libre, le seul journal qui informe sans déformer, disparaisse. Le Libertaire compte sur eux.

Le Congrès S.F.I.O.

Le ressassement des lieux communs de la politique, le souci de rafraîchir une devanure singulièrement délabrée au moyen de motions nègre-blanc et, par-dessus tout, la volonté de participation au gouvernement caractérisent le Congrès S.F.I.O.

Congrès sans grandeur, congrès mesquin, congrès qui s'obstine à n'envisager que des solutions d'épiciers aux grands problèmes sociaux, coloniaux et économiques qui se posent avec acuité, même aux moins avertis.

En équilibre instable sur deux nécessités — celle de donner satisfaction à la base, et celle de s'assurer les substantiels revenus ministériels, les rénovés du parti ont finalement atteint leur but secret : celui de faire accepter la collaboration infamante avec le gouvernement de la guerre d'Indochine.

Et pour excuser toute l'action de ministres S.F.I.O., des Moch et compagnie, ils ont agité les épouvantails de Gaulle et Thorez. Ils se sont posés en défenseurs de la liberté, de la démocratie, et il est lamentable de constater qu'une intelligence comme celle de Blum se soit prêtée à ces jeux hypocrites.

Cependant, cette comédie ne pouvant plus tromper personne, il faut trouver quelque chose pour apaiser les consciences au sujet du problème capital : celui de l'Indochine. Mais ne pouvant désavouer carrément une action soutenue par tous les ministres socialistes, ne serait-ce qu'au nom de la solidarité gouvernementale, le Congrès demande le recours à l'O.N.U. C'est tout ce qu'il a trouvé, c'est tout ce qu'il veut faire : noyer le poisson dans le déluge des procédures internationales.

(Suite page 2, col. 1.)

L'ALGERIE SOUS LA BOTTE

Misère effroyable, dragonnades, crimes « légaux », exploitation sans bornes de l'indigène caractérisent le colonialisme français

ENTER de donner une vue d'ensemble de la situation en Afrique du Nord, voire seulement en Algérie, dans le cadre étroit d'un article même relativement long, apparaît comme une gageure. Les problèmes religieux, politiques, internationaux, économiques, humains, s'enchevêtrent et constituent un ensemble d'une inextricable complexité. Tout au plus, peut-on tenter de condenser quelques faits essentiels et qu'il faut connaître. Etudier objectivement le fait algérien, c'est avant tout faire table rase des lieux communs ressassés, oublier les flagorneries officielles et enregistrer les faits, seulement les faits, les conclusions apparaîtront d'elles-mêmes évidentes, éclatantes...

Les lieux communs à oublier, en voici quelques-uns : L'Algérie « province française », l'Algérie « pays arabe », l'Algérie « terre féconde », l'Algérie « triomphe de la civilisation française », etc...

Quels sont les faits? Les voici dans leur froidure statistique :

L'Algérie est grande comme 35 départements français, peuplée comme 18, riche comme 3 (chiffres exacts et non approximatifs). La population depuis 1872 est multipliée (1949) par 3,5, la production de céréales (vitale sur cette terre) est multipliée par 1,8 seulement. 14 % de la surface sont utilisables pour l'agriculture. Le quotient de la surface cultivable par la population donne 0,52 ha en France par habitant, 0,31 ha en Algérie. Les cultures vivrières sont négligées en faveur des cultures de profit au point que 1 % de la surface cultivée (400.000 ha de vignes) est utilisée par la viticulture (1). Les propriétés se répartissent ainsi : Européens : 2.400.000 ha pour 26-152 co-

lons, dont 5.411 totalisent 1.721.000 ha. Indigènes : 12.500.000 ha (1). Mais ceux-ci ont les meilleures terres, ceux-ci les plus mauvaises. De plus, pour un Européen il y a 9 indigènes. 73,4 % des colons européens possèdent plus de 100 ha. Certains dirigent et possèdent des terrains immenses : Dussaux « met en valeur » 18.000 ha. Branthomme :

par A. MARTIN

15.000 ha ; des sociétés capitalistes ont obtenu la part du lion : Cie Genevoise : 20.000 ha. Société Algérienne : 100.000 hectares, dont 5.000 mis en valeur directement et le reste loué. Par contre, 1.283.666 fellahs (cultivateurs) indigènes sont totalement dépourvus de terres.

L'industrie de transformation est pratiquement inexistante, l'Algérie n'étant considérée par l'impérialisme français que comme consommateur et producteur de matières premières (en raison de la facilité avec laquelle on se procure une main-d'œuvre bon marché), et parce que l'industrialisation algérienne concurrencerait le capitalisme français et l'agriculture algérienne (2).

Voilà quelques faits, quelques chiffres bien incomplets mais qui ne manquent pas d'éloquence dans leur sobriété.

*

Il faudrait maintenant étudier l'évolution politique de l'Algérie. La encore, la matière est trop abondante. On ne peut pas d'abord aller aux demandes du parti algérien (Union des amis du manifeste) alors que le statut que ceux-ci proposaient fut présenté presque identique à l'Indochine. Les Musulmans sont maintenant électeurs mais la fraude électorale, voire la terreur policière, est devenue une institution d'Etat. A Deschamps dans le Constantinois, les électeurs se présentent en troupe nombreuse, la garde mobile ouvre le feu. TOUTES LES VICTIMES FURENT ATTEINTES DANS LE DOS, preuve qu'elles n'avaient pas une attitude offensive. Les administratifs arabes et français s'accroissent pour l'oppression du fellah, muet d'Etat. La répression, l'arbitraire policier, tout régnent un climat de crainte, d'insécurité et de coercition.

En Kabylie à la suite de l'assassinat par vendetta du caïd Balhoul, la responsabilité collective est appliquée au douar (village) de El. Menesna. Le douar (évacué) est vrai manu-militari est pillé puis incendié à la bombe au phosphore. Toujours en Kabylie à Tifl-kad, un jeune militaire prend le maquis. 30 hommes des troupes supplétives (douars) campent dans le village aux frais des habitants, rééditant l'exploit ancien des dragonnades. La tartufferie ajoute à ces tableaux dignes du national-socialisme.

Vincent Aurélien arrive en voyage officiel. Tous les miséreux sont râlés et disparaissent pour ne pas offusquer les regards présidentiels.

Le décor fut soigneusement vérifié et les inscriptions « tendancieuses » telles que « Paix au Viet-Nam » minutieusement effacées ou caviardées. Certes il y eut les traditionnelles fantaisies des chefs musulmans, mais encore que ceux-ci ne représentent qu'eux-mêmes, ne furent-ils pas présents aux parades spontanées. Les administrateurs et sous-préfets avaient donné ordre de convocation. A quel « riment » ces mascarades ruineuses? (3) L'Assemblée algérienne, « la Chambre Introuvable », comme on la nomme ici, élue selon les procédés de la plus éhontée des fraudes remplit soigneusement sa tâche de chien de

garde du colonialisme et de l'impérialisme réunis. Le projet de sécurité sociale qui fut voté écarte les travailleurs agricoles les plus miséreux d'entre les prolétaires. L'Algérie aura une Sécurité sociale plus bureaucratique, plus paperassière encore que la métropole, ce qui n'est pas peu dire. Et cependant ce pays a un gouverneur général socialiste, lequel d'ailleurs en fin de banquet (sa principale activité) déclarait au fasciste, ex-pétainiste, vichyssois et présentement gaulliste Laquière, l'élus du séminaire de Saint-Eugène, et ex-président de l'Assemblée Algérienne : « Au fond rien ne nous sépare ». Et le pire est que justement, au fond, comme en surface, rien ne les sépare.

Si nous abandonnons le côté anecdotique de ces problèmes pour considérer la politique ou l'œuvre générale des gouvernements et surtout de l'organisme des services du gouvernement général de l'Algérie, nous constatons une continuité remarquable des principes directeurs. Ils peuvent se résumer ainsi : Mise en valeur économique, surtout agricole ; légères améliorations des exploitations minières, indifférence quant aux possibilités des industries de transformation (l'Algérie est considérée comme un organe régulateur de l'économie française et ne saurait avoir sans danger pour le capitalisme métropolitain d'originalité économique).

Câbles téléphoniques, routes, voies ferrées, barrages, ports se construisent ou s'aménagent. Mais à qui profite tout cela? Les barrages sont nécessaires aux grands domaines d'exploitation capitaliste et ne servent pour leur majorité qu'aux grands domaines qu'ils irriguent avec largesse. Un projet d'aménagement hydraulique du Chott el Chargui sur les Hauts-Plateaux avait été conçu et il était techniquement remarquable, mais il demeure toujours au stade expérimental car la région dont il permettrait l'irrigation

(Suite page 2, col. 1.)

L'ILLUSION de la Sécurité Sociale

Le long débat qui s'est engagé à la Chambre au sujet de la Sécurité sociale, où le gouvernement a triomphé de justesse, ne nous a rien

Toute la presse a entonné l'hymne de conquêtes ouvrières, du progrès et autres affirmations ne visant que l'aspect superficiel de la question. Personne n'a été

par ERIC-ALBERT

appris que nous ne sachions déjà. En vérité, aucun parti ne souhaite la disparition de cet organisme monstrueux et les oppositions ne se sont manifestées que sur des points de détail exagérément grossis par des arrière-pensées politiques.

au fond du problème, qui n'est pas constitué par des chiffres comme on pourrait le croire, mais bien par le fait que cet organisme a été imposé par le haut à la base.

Tous les assujettis à la Sécurité sociale sont d'accord pour en dénoncer les abus, la paperasserie prodigieuse, l'énormité des cotisations — 40 % — en comptant celles du patronat, que ce dernier inclut ensuite dans son prix de revient ; le scandale des multiples spécialités pharmaceutiques non remboursables ; le scandale de certaine pâte dentifrice remboursable, elle — grâce à la toute puissance de classiques pots-de-vin. Et aussi l'iniquité d'un système qui oblige l'assuré à avancer la somme nécessaire à l'achat des médicaments et au règlement des honoraires médicaux, quitte à se faire partiellement rembourser, parfois au bout de démarches nombreuses, de perte de temps — que personne ne rembourse — à faire queue aux guichets.

Signalons un autre fait : les cures dans les stations thermales ne jouissent que d'un remboursement ridicule. A Bagnoles-de-l'Orne, pour 21 jours de soins, il faut compter au minimum 40 à 45.000 francs pour les frais de voyage, médicaux, d'hébergement. La Sécurité sociale ne rembourse que 10.000 francs.

(Suite page 2, col. 4.)

Les deux Eglises

Les décrets du « Saint-Office » semblent avoir jeté la perturbation non seulement chez les sectaires des deux confessions en présence, mais encore et surtout parmi les commentateurs de la presse internationale. Il semble bien que l'interprétation d'un texte qui est tout naturellement obscur suivant les plus saintes, les plus continues des traditions, a pris un caractère plus voisin des préoccupations partisans du rédacteur que des nécessités de l'interprétation logique.

La presse stalinienne ou apparentée s'élève avec une indignation comique contre « l'intrusion du spirituel dans le temporel » et reprend à son compte les vieux arguments de l'Eglise Gallienne. Il est réjouissant de voir Carrel (de Carroulède cher à notre ami Olive des Réflexes du Passant) s'inscrire dans ce débat austère à la suite de tous les « vénérables » à la présidence du Parlement de Paris. Il ne manque que la plume d'un Voltaire pour afficher la silhouette de successeur du A. de Harlow, des Mathieu Molé et autres Lamouignons.

La presse de droite, elle, chante victoire. Ce qu'elle dénonçait comme une compromission inqualifiable va prendre fin. Les hérétiques et relaps vont être démasqués. Les fidèles égarés vont rentrer dans le giron de notre sainte mère l'Eglise et dans le circuit moral où l'ordre est représenté par une hiérarchie qui maintient le pauvre dans l'obscurité qu'elle lui réserve, la haut, une place de choix.

En fait, les choses ne sont pas si simples que cela. L'Eglise officielle est toujours l'Eglise du moment. Depuis le siècle dernier l'Eglise a été destinée à celle du capitalisme libéral et cela en application d'une règle constante depuis ses origines : que sa « force spirituelle » en s'attachant à justifier les puissants du jour est le meilleur garant de son temporel.

Mais, et cela est également constant dans l'histoire de l'Eglise, il se produit des époques où la puissance paraît changer de mains. On assiste alors à une double évolution de cette Eglise. D'une part, sa hiérarchie rentée, repue,

ressasiée œuvre pour conserver un état de choses dont elle profite et d'autre part en son sein se détache le rameau susceptible de sauvegarder l'avenir. Ce rameau, qu'il s'appelle Savonarole, Grégoire, Noailles, Lacordaire ou l'abbé Boulier, est toujours consigné à son début, l'Eglise officielle jouant constamment la carte réaliste,

par Maurice JOYEUX

c'est-à-dire appuyant le pouvoir établi, l'évolution politique se chargeant de faire un sort à ceux qui ne peuvent pas le faire eux-mêmes. La hiérarchie cléricale trouve nécessaire de changer de visage.

Savonarole et Grégoire victimes de la réaction sociale finiront mal. Noailles comme Lacordaire deviendront les premiers saints d'une Eglise transformée sous les impératifs sociaux. Pour l'abbé Jean Boulier son destin est écrit sur les tablettes qui régissent la marche du parti stalinien.

Pour l'Eglise moscovitaire Rome présentait la grande force temporelle à abattre, la grande force spirituelle à asservir pour l'employer à la justification de son autorité. Sa politique de la main tendue répondait à ces deux nécessités : d'une part on dressait la masse pauvre de l'Eglise contre des institutions et un régime pour lesquels l'Eglise officielle avait pris parti et on introduisait chez l'ennemi un ferment de désagrégation, d'autre part on préparait une nouvelle Eglise à caractère social susceptible de recueillir la succession de la première et faire servir les textes sacrés à la justification de l'autorité marxiste.

Les décrets d'excommunications marquent une phase de la lutte de ces deux Eglises se disputant le pouvoir de jour des inégalités sociales.

Il semble bien d'ailleurs que Rome marque un point, non pas que les foudres quelque peu refroidies, dont se sert le Vatican soient susceptibles de ramener les « pasteurs égarés du troupeau », les textes sont suffisamment obscurs et la dialectique suffisamment

souple pour que Boulier, de Chambrun et quelques autres les interprètent à leur façon. Mais il semble que le coup porté passant par-dessus leur tête aura une répercussion certaine sur les masses montonnées peu habituées aux subtilités chères aux pères de l'Eglise. Ce n'est pas seulement en Europe Centrale que l'effet se fera sentir mais encore dans les démocraties, parmi les masses décolorées des campagnes. Et c'est bien ce qui déchaîne la hargne de Carroulède, sûr de conserver son Boulier, mais inquiet pour les électeurs vendéens de Citerne.

(Suite page 2, col. 3.)

ATTENTION ! Pendant les vacances le « LIBERTAIRE » ne paraîtra que tous les 15 jours

La dispersion des militants pendant les vacances, les difficultés techniques et financières qui en découlent, la carence de l'actualité nous obligent à élargir la périodicité du journal pendant l'époque des vacances.

Les prochains numéros paraîtront donc le 5 août, le 19 août et le 2 septembre.

A la rentrée notre journal reprendra sa parution normale.

Le Comité de Rédaction.

Florilège indochinois

« Les Français qui sont montés sur les murailles du fort tirent sur eux (les Annamites) de haut en bas, presque à bout portant, et les abattent en masse... Les Annamites tombent par groupes, les bras étendus ; trois ou quatre cents d'entre eux sont fauchés en moins de cinq minutes par les feux de sa. ve... et c'était plaisir de voir ces gerbes de balles si facilement dirigées s'abattre sur eux deux fois par minute, au commandement, d'une manière méthodique et sûre. Plus personne à tuer. Alors les matelots, la tête perdue de soleil, de bruit, sortaient du fort et descendaient se jeter sur les blessés avec une espèce de tremblement nerveux. Ceux qui haletaient de peur, tapés dans les trous, qui faisaient les morts, tachés sous les nattes, qui râlaient en tendant les mains pour demander grâce, qui criaient ce « Han! Han!... » d'une voix déchirante, ils les achevaient en les crevant à coups de baïonnette, en leur cassant la tête à coups de crosse. » (Pierre Loti, lettre au « Figaro », 13 octobre 1883).

*

Trois coups de gong lugubres. Le bourreau lève à deux mains son sabre. Un éclair fulgurant dans le soleil levant. Un coup mat. La tête n'est pas tombée. La main du bourreau a sans doute tremblé. Trois coups encore, le glaive sanglant s'abat sur le cou qu'il s'écarte. La boucherie écumante se répète pour le second condamné (« La Tribune indochinoise », 28 mars 1930).

LES RÉFLEXES DU PASSANT



Les Institutions

comme un congrès S.F.I.O. La vie serait d'un coup dépourvue de ce charmant pittoresque qui égale notre esprit et inspire les poètes. Par exemple, les professions originales : économiquement faibles, ministres, clochards, empereur d'Indochine, putains, femmes du monde, banquiers et fabricants de croix de bois. Tout cela disparaîtrait, la société serait sans relief, sans imprévu. Quelle monotonie !

Et ce qui est encore beaucoup plus grave, ce serait la mise en chômage définitif des « défenseurs du peuple », genre Blum, Thorez et Cie. Plus de défenseurs du peuple ! Et nous serions ainsi tous abandonnés au gré des événements. Il n'y aurait plus de riches pour faire travailler les pauvres et les pauvres mourraient de faim, alors que grâce aux institutions, il y a des riches et des policiers pour forcer les pauvres à travailler, et les sauver ainsi d'une mort certaine.

Aussi devons-nous rendre hommage à tous ceux qui défendent la démocratie, l'égalité, la fraternité et la liberté. Et qui, soucieux du bon fonctionnement de la société n'hésitent pas à payer de leur personne en s'improvisant commerçant.

Comme Gouin, par exemple, qui a voulu s'assurer du parfait entretien d'une institution délicate et complexe, communément désignée : pompe à « phynance ». Il n'est pas de mon propos de vous en expliquer les rouages multiples et secrets. Sachez seulement que cet appareil produit, pour ceux qui connaissent l'art et la manière de s'en servir, des richesses vinicoles dont la marque est déposée au Palais-Bourbon sous l'appellation contrôlée : Pot-de-vin.

D'autres, poussés par le même esprit de dévouement démocratique, se découvrent des vocations nouvelles, deviennent démenageurs du garde-meuble national, ou bien s'occupent de haricots, de grus, que sais-je ?

Ainsi, grâce à nos défenseurs et à nos institutions, la démocratie est toujours vivante. Et Marianne, victorieuse, est debout, le front baigné par un ciel de gloire et les pieds dans la merde.

OLIVE.

Les militaires professionnels ne sont pas tenus de raisonner. Leur métier même leur fait un crime de cette faculté naturelle.

G. CLEMENCEAU.

L'Algérie sous la botte

(Suite de la première page)

n'est peuplée que de Berbères et Arabo-Berberes nomades. Routes et voies ferrées sont surtout stratégiques et nombreux sont les douars de montagnes accessibles seulement après de longues heures à dos de mulet. A Marengo fut aménagé à grands frais par les P.T.T. un câble télégraphique nouveau, fraction de celui reliant l'Est à l'Ouest de l'Afrique du Nord. Mais le vieux câble est toujours utilisé, le câble récent étant surtout destiné, le cas échéant, aux transmissions militaires. En Kabylie, de nombreuses mairies furent construites en des douars, où elles sont strictement inutiles, aucun droit municipal n'ayant été accordé à de nombreuses collectivités. Mais elles serviront, le cas échéant, de casernes. Ces mêmes douars sont sans écoles. 1 million 250.000 enfants ne sont pas scolarisés, et le plan de scolarisation prévu accuse chaque année un retard tragique. La guerre a permis à la suite des intrigues de Clark, Murphy, et Giraud, l'investissement de capitaux américains. La Société algérienne des boissons n'est autre qu'une succursale de la célèbre Coca-Cola. Et les exemples pourraient se multiplier (affaire des pétroles entre autres).

La guerre a aggravé encore l'inégalité des classes sociales. Ici comme partout : 3 classes inégales : la classe supérieure groupant indistinctement hauts fonctionnaires, grands chefs arabes et gros propriétaires. Ceux-ci sont les vrais maîtres du gouvernement et l'on assiste à des spectacles ahurissants, tel celui du professeur Fourment, délégué à l'assemblée algérienne, défendant la mise en vente libre de l'anisette (pol. son comparable au pastis ou au pernod) en se basant sur de prétendues raisons hygiéniques et sanitaires. Au-dessous, les classes moyennes, beaucoup plus nombreuses mais surtout européennes, offrent un spectacle affligeant. Toute cette catégorie d'exploités, au moins à un certain degré, se serre autour des maîtres du colonialisme par racisme, par haine de l'arabe, du « bicot », etc. En fin « l'on voit dans la campagne, des animaux farouches, des mâles et des femelles... », les fellahs, les miséreux, le fonds même de la population, au moins des trois quarts de la Société algérienne vivant dans la plus extrême misère, dans des huttes (gourbis), vêtus de loques, couverts parfois de crasse faute de moyens matériels d'hygiène, dévorés de tuberculose, véritable plaie de l'Algérie. Cette classe sociale est la plus nombreuse, la plus dense et on n'a pratiquement rien tenté pour elle. D'une part le luxe criminel en face de la misère opposée; d'autre part, cette indigence sans espérance et à mi-chemin, mais liée, comme le chien à son maître, à cette caste de gentlemen-farmers et de proconsuls, les classes moyennes tristes et veules. Tel est le sombre tableau de la société algérienne.

La partie la plus misérable de cette société, d'origine musulmane, subit malheureusement le fatalisme coranique, pire encore que la résignation

MOUVEMENT POPULAIRE DES FAMILLES

Le Mouvement Populaire des Familles tiendra son prochain Congrès national les 22, 23 et 24 juillet à Villurbanne, près de Lyon, au Théâtre et au Palais du Travail.

Près d'un millier de délégués, hommes et femmes, de France et de l'Union Française, ainsi que des délégations étrangères y participeront.

Au cours de ces trois journées, le Congrès étudiera et se prononcera sur les moyens de faire rapidement aboutir la véritable promotion ouvrière qui revient de droit aux travailleurs puisqu'ils sont les principaux producteurs et usagers de ce pays.

chrétienne. Plus qu'ailleurs la religion est « l'opium du peuple ». L'Eglise catholique n'a pu obtenir auprès des peuples arabo-berbères qu'une audience restreinte, mais les prêtres et les pères blancs se font ici encore les auxiliaires du colonialisme. Quant à la religion musulmane elle possède un double caractère. Ses maîtres sont eux aussi (pour la plupart) les agents de renseignements et d'exécution de l'impérialisme français, par contre pour la jeunesse intellectuelle, elle a valeur de nationalisme et il faut le dire peu d'étudiants musulmans ont le goût de juger des choses religieuses avec un rigoureux appareil de critique. Une partie de l'enseignement est dans les mains de la religion, et les écoles coraniques bien semblables à celles des magistrats du 12^e siècle français déversent dans l'esprit des jeunes enfants les sornettes ou versets du Coran, bagage inutile, sans valeur littéraire et vite oublié. Il faut aussi remarquer, signaler que l'islamisme algérien est fort peu orthodoxe et fort entaché d'hérésies. Ainsi l'Eglise, ici comme partout, fait le jeu de l'impérialisme ou du nationalisme, forme infantile de l'impérialisme. Ces vérités sont pour beaucoup de musulmans sincères, évolués, ouverts aux idées nouvelles, mais attachés aussi aux vieilles coutumes, désagréables. Mais c'est un devoir fraternel et de franchise que de dire ce qu'un esprit libre et objectif doit en penser. Ne terminons pas ce paragraphe sans souligner l'état d'infériorité de la femme arabe. Certes, l'impérialisme français a apporté avec lui la prostitution (encore que cette coutume soit fort honorable et ancestrale chez les Oulads-Nails) mais l'islamisme tel qu'il se pratique en Algérie fit et fait de la femme une esclave, un être soumis, cloîtré et inculte.

Face à l'islamisme nationaliste étroit, le Communisme stalinien péfite et demeure impuissant, et c'est un éloges à rendre à nos frères indigènes qu'ils ne se laissent jamais charmer par les sirènes du Kremlin. Qu'ils prennent garde à ne point écouter d'autres sirènes. Le nationalisme peut avoir des charmes puissants pour qui n'est pas libre mais il ne fut jamais une libération.

Les autres partis politiques sont faciles à déterminer : les Partis européens français ont leur équivalent ici, et nous les connaissons. Les partis indigènes sont au nombre de deux : l'U.D.M.A., le M.T.L.D., l'U.D.M.A. (Union des Amis du Manifeste) est une intelligence, la partie bourgeois progressiste (!) au jugement critique sûr, mais réunissant en une union sacrée de grands bourgeois et des prolétaires. Cet assemblage cacocroît au parlementarisme et n'a de plus cher désir que d'instaurer ici une République algérienne édifiée sur le modèle français !

Le M.T.L.D. (modestement : Mouvement du triomphe des Libertés démocratiques) est un parti théocratique, raciste et féodal dont l'idéal est égyptien ! Il est inutile d'en dire plus (3).

En ce panier de crabes, le syndicalisme aurait pu jouer un grand rôle, mais il n'existe pas ici de syndicalisme indépendant. C.G.T., C.F.T.C., F.O., ne sont que des filiales des Centrales de France incapables de quelque originalité. L'état d'esprit des différentes classes explique ce manque de vitalité propre. Le syndicalisme ouvrier-agricole, le seul ici qui puisse être important par

(1) Toutefois, il semble que certains maîtres du M.T.L.D. ne soient pas sans rapports amicaux et étroits avec l'administration policière (bien entendu il s'agit des chefs non des troupes) ou je pense se trouvent beaucoup de révolutionnaires sincères involontairement réduits par le mirage nationaliste.)

L'ILLUSION DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

(Suite de la première page)

Passons. On pourrait citer des milliers d'autres exemples d'incurie et d'abus d'un organisme si prompt à encaisser des milliards, et si réticent lorsqu'il s'agit de faire droit aux demandes les plus élémentaires.

Mais pour autant nous ne minimiserons pas les avantages qu'assure la Sécurité Sociale. Le travailleur tombant malade n'est plus accablé à une misère sans issue ainsi qu'il en était auparavant. Il est à peu près certain de pouvoir « tenir le coup » et, tant bien que mal, de se sortir, lui et sa famille, d'un mauvais pas.

Mais si la lutte contre la maladie atteignant les hommes valides est sérieusement menée, c'est bien plus pour des raisons mercantiles que pour des raisons humanitaires.

Les incurables, les estropiés, devenus des poids morts, sont virtuellement abandonnés. Les tuberculeux, par exemple, ceux ayant subi de graves opérations leur interdisant tout travail, se voient allouer dans les conditions les meilleures des « indemnités » de quelque 2.000 à 3.000 francs par mois.

Les vieux, qu'ils soient retraités de la S. S., ou de tout autre organisme, sont à peu près logés à la même enseigne et meurent de faim.

La Sécurité Sociale, en fait, limite son action à une certaine période de la vie de l'individu et s'en désintéresse dès qu'il cesse d'être un producteur. L'homme est donc traité comme une vulgaire machine que l'on oublie dans un coin, une fois usée.

Il ne pouvait en être différemment dans une société où l'entraide mutuelle est totalement bannie, et remplacée par des guichets, des formulaires en triple exemplaire, une armée de fonctionnaires privés de toute initiative et forcément irresponsables.

Vers l'homme abattu par la maladie, l'accident ou la vieillesse, doivent se tendre les mains fraternelles de tous ceux qui, demain, peuvent subir le même coup du sort et qui, plus tard, seront eux aussi usés par le temps.

Règlements, chiffres et barèmes ne pourront jamais remplacer cela. Et il ne s'agit pas d'une vue simpliste et sentimentale du problème. Il s'agit bien au contraire de la conception logique des rapports sociaux que l'on pourrait résumer ainsi : Tout individu quels que

soient son âge et son état physique, a droit à la vie au même titre que tous les membres de la communauté.

Nous n'avons jamais combattu le principe de la S. S. et pour l'excellente raison que ce principe s'inspire du mutualisme et partant de l'entraide. Il est normal que chaque membre d'une collectivité humaine abonde dans une caisse commune une fraction minime de ses revenus afin d'assurer la sécurité de ceux qui l'entourent et la sienne propre.

Mais là encore, et comme dans les nationalisations, l'Etat impose et par conséquent falsifie, exploite et déforme ce qui devrait être la plus belle démonstration de la solidarité profonde unissant les hommes.

*

Comme tout ce qui est imposé par le haut, comme tout ce qui est loi ou décret, la Sécurité sociale s'avère inique, tracassière, coûteuse, et ne constitue nullement une conquête sociale mais ainsi que le dit Paul Reynaud : «... des avantages accordés à la classe ouvrière... ». Et Daniel Mayer : « La Sécurité sociale a contribué à la préservation du matériel humain (sic) aussi indispensable à l'industrie que les moteurs, et à la diminution de la mortalité... ».

Paul Reynaud et Daniel Mayer, malgré leur opposition politique, se rejoignent dans le même souci de préserver le cheptel humain indispensable à la production des dividendes.

On « accorde au matériel humain » des avantages. Ce qui signifie bien que ce matériel n'a rien à exiger. Que l'on s'occupe de lui, que l'on pense pour lui, que l'on organise pour lui, c'est la gamelle démocratique et pour tous, la mise en carte, le numéro matricule qui permet d'ores et déjà de repérer chacun au moyen de fichiers soigneusement tenus à jour et que la police de de Gaulle ou de Thorez, peut-être un jour, saura parfaitement utiliser.

Et c'est ainsi que s'élabore une sorte de paternalisme d'Etat particulièrement odieux.

La classe ouvrière resta ce qu'elle est et a de moins en moins le droit à la parole, bien que les apparences soient parfois contraires. De quelconques gros fonctionnaires, armés de règles à calcul, fixent le taux des indemnités, des prestations, des cotisations, en un mot décident selon le bon vouloir ce qui est extrêmement particulier

à chaque individu. C'est la planification des besoins essentiels selon les sacro-saints principes hiérarchiques qui permettent à Paul de toucher 10.000 francs là où Pierre ne touchera que 2.000, parce que le premier est ingénieur et le second manoeuvre.

Est-ce cela que l'on appelle conquête sociale ?

Dès l'instant où une administration s'impose, les quelques bienfaits qui peuvent s'inscrire à son actif sont contrebalancés par le lourd passif d'une intrusion dans la vie privée des hommes. Soigner les gens sans leur demander leur avis, sans leur demander si le système d'assurance auquel on les soumet leur convient, c'est porter une terrible atteinte à la dignité et à la liberté. Et lorsque ce système se complète d'une véritable mise en carte, il n'est plus que la préfiguration d'un monde en gestation, le monde totalitaire de demain.

Non, une conquête ouvrière, ce n'est pas cela. Une conquête ouvrière est celle qui s'impose aux maîtres, et non une aumône accordée par les maîtres aux esclaves.

Et c'est justement pour éviter que le prolétariat ne passe à l'action, exige et force les gouvernants à lui garantir l'existence que, devançant ses volontés, on a institué la Sécurité sociale, et profité de l'occasion pour en faire une machine d'oppression en guise de dédommagement.

La centralisation excessive de cet organisme témoigne de la volonté des politiciens, de tous les politiciens, à commencer par les staliniciens qui en ont été les premiers inspirateurs, d'en faire une machine à broyer les initiatives, à réduire l'individu à l'état de robot en lui déniant tout droit de pensée critique.

La prescription, la carte, d'identité obligatoire, le livret militaire, la carte Sécurité sociale, les salaires fixés par le gouvernement, la mainmise officielle ou occulte de l'Etat sur la presse et sur les syndicats, les nationalisations, les polices de plus en plus nombreuses, caractérisent une société en marche vers quelconque totalitarisme, et qui doit avant que de s'imposer, balayer de son chemin les éléments dangereux pour lui que sont les travailleurs.

A ces derniers de comprendre qu'il leur faudra prendre eux-mêmes en mains l'organisation de la société s'ils ne veulent demeurer « le matériel humain à qui l'on accorde des avantages ».

dents, maladies de carence, soins empiriques, anémie, tuberculose font des ravages immenses. L'ouvrier agricole reçoit un salaire de misère, irrégulier : trois cents francs par jour dans les cas les plus favorables, son temps de travail est arbitraire, le syndicalisme est énergiquement combattu par le colonialisme. Le fellah creuse avec ses outils archaïques une terre ingrate et souvent mal desservie, le khammès est, même sous contrat, réduit à une existence misérable. Les prix sont, dans leur ensemble, sensiblement équivalents et souvent supérieurs à ceux de France.

Cajés, contrôleurs, colons, administrateurs, sont comme des poux qui se gorgeraient de la dernière once de sang de ces misérables soumis à l'arbitraire le plus absolu. Le nombre des enfants abandonnés ou négligés est gigantesque (nul ne pourrait donner un chiffre exact). L'instruction, jusqu'à ce jour, malgré le dévouement de certains instituteurs de ce bled, a surtout bénéficié aux Européens (voir pourcentage d'analphabètes). Les femmes, pour la plupart, sont illettrées. Un plan de scolarisation fut prévu, voici l'éloquent tableau qui peut en être dressé ce jour :

Années	Projets exécutés	Non exécutés faute de crédits
1945	néant	Tout le progr. de 1945
1946	86 classes (pr. de 1945)	" " " 1946
3/12/1948	545 classes	2.761 classes
1949	néant	1.014 classes

Le prolétariat des villes vit dans des conditions lamentables et inhumaines. Voici les résultats d'une enquête menée dans la kasbah d'Alger, vaste accumulation de taudis, foyer de tuberculose, de prostitution et de syphilis.

Moyenne : Une famille pour 1,07 pièce.
4,36 habitants pour une pièce.
Un W.C. pour 19 personnes.
Ou encore : 8 personnes d'ois une pièce de 2,90 x 2,90.
86 enfants dans une maison de 16 pièces.

Quant au prolétariat européen, il n'est guère plus favorisé. Nombreux sont les salaires mensuels de huit à neuf mille francs. Le taudis règne et s'étend, la tuberculose suit.

A Alger, un flot insalubre doit être détruit, au lieu dit « La Marine ». Les habitants sont expulsés en leur majorité, depuis huit ans environ. Rien n'est encore reconstruit. La Régie foncière qui avait charge de reconstruction, n'a point prévu d'école...

Mais Marcel-Bédmond Naegelen, gouverneur général, socialiste, a prononcé, le 18 juin 1949, son deux-cent-quatre-vingt-neuvième discours. Ce même jour, lors du débat sur la Sécurité sociale à l'Assemblée Algérienne, vingt-neuf délégués étaient présents sur cent vingt.

Afin de bien préciser les conséquences que l'on peut tirer des faits précédemment analysés et si succinctement qu'ils le fussent, l'on peut dire que l'Algérie va vers une crise révolutionnaire pour les raisons principales suivantes :

- 1^o Inégalité monstrueuse des classes et effacement des classes moyennes réduisant l'opposition à deux classes seulement : les colons, les exploités ;
- 2^o Développement économique purément agricole donc inharmonique qui conduit à la prolétarianisation au chômage une population sans cesse croissante (130.000 unités par an) ;
- 3^o Insuffisance actuelle des ressources, mêmes purement agricoles et impuissance du capitalisme et de l'impérialisme à pallier cette pénurie qui deviendra d'une extrême gravité ;
- 4^o Entrée de l'Afrique du Nord dans l'échiquier européen par suite de sa valeur stratégique, qui la soumettra en son isolement et la forcera de prendre conscience des graves problèmes mondiaux ;
- 5^o Nocivité des religions chrétienne et musulmane ; celle-ci suscite le nationalisme, mais ici le nationalisme cache l'esprit de révolte et malheureusement le cauchemar, mais cet esprit existe, et c'est banal.

Dans ces conditions, quel sera le

rôle des anarchistes dans une probable révolution à venir ?

- 1) Susciter l'esprit de révolte libre ;
- 2) Dégonfler les baudruches staliniennes et théocratiques ;
- 3) Aguilier l'instinct populaire vers les solutions qu'il affectionne : association, communisme, coopération, fédération.

Ces buts sont-ils réalisables ?

Actuellement, non, faute de militants, faute de moyens matériels. L'anarchisme en Algérie trouve un terrain humain défavorable en raison de l'emprise religieuse (il faut toutefois noter que le christianisme est fort médiocre-ment influent et que l'islamisme, par sa simplicité même, est susceptible d'adaptation), mais aussi un ensemble de coutumes de travail et d'appropriation, d'esprit libertaire. La faiblesse et même l'absence de rayonnement de l'idée anarchiste est donc essentielle.

due à l'absence de moyens matériels et humains. Battu en brèche par le contre-courant nationaliste théocratique féodal ou bourgeois, l'anarchisme ne peut véritablement mener la lutte sur deux fronts. La lutte contre le nationalisme ne sera efficace que lorsque le colonialisme et l'impérialisme auront été abattus. La première cause du mal algérien étant supprimée il sera possible de démontrer la nocivité des remèdes proposés : Féodalité théocratique et Parlementarisme bourgeois arabe ou français. Et, selon le principe carésien, la division de la difficulté aura permis de la résoudre. Souhaitons que le sang des prolétaires de la terre ou des mines ne coule pas trop et surtout que ce ne soit pas en vain.

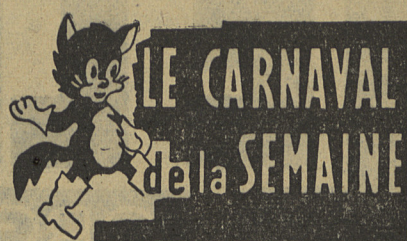
Congrès S.F.I.O.

(Suite de la première page)

Signons encore le maintien du contrôle des salaires par l'Etat, sous prétexte de sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière concurrencée par le chômage et aussi la déclaration de Léon Bouthbain insistant pour que le groupe parlementaire ratifie le Pacte Atlantique.

Naturellement, et pour sauver la face, il s'élève contre toute prééminence des militaires dans les rapports internationaux, tout en se gardant bien de nous rappeler

Fontainebleau ! Mais le plus beau est la fin de son exposé où il réclame la non-intégration dans le Pacte, de l'Allemagne de l'Ouest et de l'Espagne franquiste. Et ce au moment même où le gouverne-



LES OPPORTUNISTES

Maurice Depreux déclare : « La collaboration au gouvernement n'est pas une question de principe mais une question d'opportunité ».

Bien sûr ! On n'a pas fusillé les Arabes à Oran, massacré 100.000 Malgaches, matraqués les grévistes, les étudiants, les campeurs au nom des principes mais au nom de l'opportunité et de la sauvegarde des portefeuilles.

LES GENEURS

Ce sont les 90.000 cheminots japonais que Mac Arthur a décidé de licencier. Ils deviennent impossibles ces cheminots. Insatiables, encombrants ils sont de surcroît inaccessibles aux grandes lois financières qui imposent des...

...ECONOMIES...

...L'Espagne ayant besoin de quelque 50 millions de dollars. L'amitié de Franco, tout de même, vaut davantage que l'existence de ces travailleurs !

UN DANGER ECARTE

Un ingénieur soviétique aurait inventé un appareil permettant aux aveugles de voir.

Aux dernières nouvelles il aurait été immédiatement accusé d'être un ennemi du peuple et expédié en Sibérie.

NUANCES

M. Nenni le « socialiste » à la conscience tranquille.

Au sujet du décret pontifical excommuniant les communistes il a déclaré :

« Ce n'est pas le marxisme qui est frappé, c'est le communisme. Moi je ne suis pas communiste. Cela ne m'atteint pas ».

M. Nenni pourra continuer à aller à la messe et à vécres. Et aura droit au paradis.

LOGIQUE ECONOMIQUE

On estime que chaque année quelques millions de personnes meurent de faim, surtout en Asie.

C'est pour cela que M. Charles Brannan, ministre de l'Agriculture aux U.S.A. vient de décider que l'an prochain les emblavures seraient réduites de 17 %, le blé étant réservé à ceux qui peuvent l'acheter.

LE CHAT BOTTE.

Les deux Eglises

(Suite de la première page)

Encore une fois ne nous laissons pas tromper, les staliniciens convoitent cette immense force d'abrutissement que représente la pensée religieuse. La hiérarchie religieuse se défend en défendant les régimes actuels. Elle défend la place privilégiée qu'elle occupe et qu'elle perdrait au bénéfice des progressistes si la situation politique évoluait en faveur des staliniciens.

Il est d'ailleurs possible, mais pas certain, que les communistes tromphants, se sentant assez forts pour substituer leurs propres saints à la dissonance catholique actuelle les liquident à leur tour, soyons sûrs qu'il n'y aura là qu'un changement de personnel mais que ces « valeurs » si « sûres », qui depuis 20 siècles ont appuyé tous les despotismes, resteront les régulateurs de la nouvelle morale.

La lutte des deux églises, quel que soit le vocabulaire employé — patrie, morale, laïcité, indépendance nationale, bonté, justice, etc. est une lutte de clans dont nous ferons les frais quel que soit le vainqueur.

A Frague comme à Rome on a tâté l'adversaire. Que les hommes libres se gardent bien de se laisser prendre à des formules vieilles de leur réalité. La lutte contre la religion reste la lutte pour la pensée indépendante, la lutte pour la liberté, la lutte pour la justice sociale dont les deux églises sont au même titre la négation.

Appel aux Jeunes

Le Comité d'Initiative pour le Rassemblement International de la Jeunesse pour la Paix signale que la conférence internationale qui avait été prévue pour les 16, 17 et 18 juillet à Suresnes, près de Paris, est reportée à une date plus éloignée en raison des difficultés matérielles survenues dans l'organisation.

ment vient d'autoriser une banque à accorder à Franco un prêt de 15 milliards !

Passons — on ne finirait pas de relever les contradictions, les mensonges, les faux-fuyants.

Une seule chose compte pour tous ces messieurs : le pouvoir. Et ce pouvoir les a tellement vicieux qu'ils ne se rendent même plus compte que la politique qu'ils défendent est celle de tous les réactionnaires, celle des militaires et des colonialistes.

La mort du parti socialiste et de tous les espoirs qu'avaient placés en lui les masses travailleuses est encore une preuve que le socialisme ne saurait s'accommoder de matraques et qu'il sera libertaire ou ne sera pas.

Jean CLARI.

CULTURE ET RÉVOLUTION

Un peu d'histoire

DE L'ESPLANADE DES INVALIDES A LA COUR D'ASSISES

Le meeting des Sans-Ouvrage

L'HIVER 1882-1883, tout comme les précédents, fut des plus pénibles. A la crise économique qui sévissait, conséquence d'une transformation méthodique des moyens de production — les grands trusts, qui moins d'un demi-siècle plus tard seront tout puissants naissent — s'ajoutent les rigueurs de la température, le gel puis la neige. A Paris, dans le faubourg Saint-Antoine, soixante-mille chômeurs chôment, dans la métallurgie la situation n'est guère meilleure, les ouvriers du bronze sont dans leur presque totalité sans travail et, conséquence de la rude saison, le bâtiment voit les chantiers se fermer les uns après les autres vouant à la misère et à la faim ses cor porants.

La malheureuse condition ouvrière s'aggravant de jour en jour, une poignée de compagnons anarchistes, épaulés par quelques membres des Chambres Syndicales les plus éprouvées par le chômage, décident d'agir sur le gouvernement afin de l'obliger à prendre des mesures susceptibles d'apporter aux sans-travail soit une occupation rétribuée, soit des secours leur permettant de franchir cette passe difficile.

Malgré toute la discrétion qui entourait les préparatifs de l'action projetée des « fuites » eurent lieu. C'est ainsi que le très réactionnaire « Figaro » publia dans son numéro du 6 mars 1883 un premier article qui dévoilait le plan des leaders ouvriers.

Nous prévenons nos lecteurs — imprimait le journal de la grande bourgeoisie — que la nouvelle suite est de la plus complète authenticité.

Vendredi prochain, 9 mars, doit avoir lieu à deux heures, Esplanade des Invalides, un grand meeting, provoqué par la Chambre Syndicale des Menuisiers. Ce meeting a pour but, dans l'esprit de ses organisateurs, de réunir dans une solennelle protestation, tous les ouvriers parisiens actuellement sans ouvrage. On compte réunir au moins cent mille hommes et ce chiffre n'est pas exagéré : soixante mille ouvriers de l'ameublement, quarante mille ouvriers du bâtiment occupés dernièrement à la construction d'innombrables immeubles situés « dans les quartiers neufs » et qui n'ont pas été payés.

Sans présenter la situation sous trop sombres couleurs on peut dire qu'elle est grave. En admettant que le chiffre de cent mille manifestants soit exagéré, il est permis de supposer que même vingt mille hommes réunis sur une place publique parisienne pourraient occasionner des troubles regrettables. Sans aller jusqu'à l'envahissement de la Chambre des députés cette manifestation pourrait avoir de sérieuses conséquences. Si les journaux révolutionnaires ne parlent pas de ce meeting — qui, nous le répétons, est de la plus complète authenticité — c'est qu'on veut éviter les mesures que pourrait prendre le Gouvernement. A qui de droit d'avis. Un gouvernement averti en vaut deux.

A la vérité ce coup de clairon, destiné à alerter le ministre de l'Intérieur, et qui laissa muets les journaux socialistes, avait été précédé — quoi qu'en ait prétendu le « Figaro » — d'un petit communiqué paru dans « Le Citoyen » et la Bataille » journal parisien dirigé par d'anciens communistes ; mais ce dernier, noyé dans un flot d'autres appels était passé à peu près inaperçu. Son pétard faisant long feu « Le Figaro » revient à la charge le lendemain sous forme d'une interview prise 15, rue de Joux auprès des dirigeants du syndicat « anarchiste » des ouvriers sans ouvrage.

Le rédacteur aurait rencontré là — à sa grande surprise affirme-t-il — un militant anarchiste des plus actifs, le compagnon Montant, dont il fait le portrait le plus flatteur. « Vingt-huit ans, traits énergiques, teint bruni, yeux noirs percés par une vrille et très brillante, ce jeune homme veut ce qu'il veut ».

Remerciements

Répondant à l'appel de notre « Libéraire », de nombreux amis ont su faire l'effort nécessaire qui nous permettra de tenir — avec difficulté — mais enfin de tenir. Il est matériellement impossible et trop onéreux de répondre à toutes les lettres touchantes qui ont accompagné les nombreux envois dont nos lecteurs ont pu prendre connaissance dans la rubrique spéciale du journal.

Nous tenons à les remercier tous fraternellement, militants, sympathisants, lecteurs, animateurs de revue comme « Défense de l'Homme » et qui ont utilement œuvré pour que la grande famille « libératrice » se soude autour de son journal en danger.

Notre volonté commune fera qu'à la rentrée notre « Libéraire » reparaitra plus fort, plus dynamique, plus vivant que jamais et nous y trouverons tous, dans le succès, la récompense de nos efforts.

Pour le Comité national, JOYEUX.

écrit l'envoyé du « Figaro ». Interrogés, les organisateurs de la manifestation répondent qu'ils entendent voir la réunion se dérouler pacifiquement, qu'ils savent ne pas avoir le droit de

par L. LOUVET

se réunir en foule sur une place publique mais qu'ils espèrent voir la République aussi libérale que la reine d'Angleterre qui autorise de semblables démonstrations.

— Mais que voulez-vous ? demande le journaliste.

— Gagner de quoi manger, c'est-à-dire huit francs par jour. Etre payé à la quinzaine et ne pas vivre d'avances ainsi que cela se pratique dans la plupart des ateliers et chantiers. Que la Chambre des Députés veuille à ce que les chômeurs soient moins fréquents aussi.

Ce 8 mars, ajoutait le compagnon Montant — qui était en chômage depuis le 15 décembre précédent — tous les travaux du bâtiment sont arrêtés dans Paris, nos meubles viennent d'Allemagne, portes et fenêtres, toutes fabriquées de Norvège et de Suède. Il faut que l'on s'occupe de la question sociale, la seule vitale, la seule imminente.

On fit savoir de l'Intérieur aux organisateurs de la manifestation que celle-ci serait interdite et que, suivant la loi, seules étaient autorisées les réunions dans un local clos et couvert. En conséquence qu'aucun attroupement ne serait toléré sur l'Esplanade des Invalides à la date et à l'heure indiquées.

Pour toute réponse les responsables firent afficher dans Paris, la veille dans la soirée et aux premières heures de la matinée du 9 mars le placard suivant dont nous respectons la disposition :

APPEL AUX OUVRIERS SANS TRAVAIL

Grand meeting public en plein air sur l'Esplanade des Invalides le vendredi

di 9 mars 1883 à 2 heures de l'après-midi.

ORDRE DU JOUR :

Inviter le gouvernement à prendre des mesures immédiates pour donner du travail et du pain à ceux qui n'en ont pas.

CAMARADES,

En présence du chômage et de la misère que nous subissons, vu l'indifférence de ceux qui nous gouvernent, un grand nombre d'entre nous ont pris l'initiative de ce meeting. Que pas un de nous ne manque à ce rendez-vous pacifique pour bien démontrer notre droit à l'existence. Si notre riche République n'a plus de travail à nous fournir elle doit au moins nourrir le créateur de sa richesse, son plus ferme soutien : l'ouvrier.

LA COMMISSION :
Torjellier Cardeillac, Montant, Gauthier, Labat.

*

Trois mille affiches ont été tirées mais douze cents seulement furent apposées. Malgré la loi nouvelle sur l'affichage (1881) sergents de ville et policiers organisèrent une chasse aux afficheurs ; nombre de ceux-ci furent arrêtés et les affiches confisquées. La lacération systématique des placards ayant échappé à la saisie fut ensuite entreprise et à telle enseigne que la réussite de la démonstration risquait fort d'être compromise.

L'organisation de la manifestation avait coûté 200 francs recueillis par des dons volontaires affluent de toutes parts, quant au travail matériel il avait été gratuitement accompli par des chômeurs qui avaient profité de l'occasion pour se livrer à une propagande verbale intensive auprès des badauds qui les entouraient alors qu'ils placardaient l'appel des « Sans-ouvrage ».

Prochainement : Un meeting mouvementé.

La Conférence de Tony WELSH

PREMIÈRES LIBERTÉS

L'oppression de l'individu ne débute pas à un stade tardif de son évolution. Dans notre société, l'aliénation commence dès la naissance. L'origine, les conditions et le remède de cette privation de Liberté, voilà les sujets abordés par notre ami Tony Welsh, anarchiste anglais et spécialiste de l'éducation nouvelle, au cours de sa conférence en anglais au groupe Sacco et Vanzetti. Nous espérons qu'à travers le présent compte rendu nos lecteurs pourrons apprécier l'objectivité, l'érudition et l'intelligence appliquées par notre camarade à l'étude de ces problèmes, comme ont pu le faire des auditeurs.

SECURITE ET CAPACITE

Peur, haine, rancune et anxiété ne sont pas des émotions « positives ». Seul un apologiste du capitalisme peut nous laisser croire que la haine est dans chacun. En réalité, il n'y a que deux émotions et elles s'expriment chez l'adulte par l'art et la sexualité. Un homme sain atteint l'équilibre dans une attitude saine envers les activités sexuelles et le travail. Le capitalisme, cela va sans dire, le prive des deux à la fois. Dès l'origine, nous voyons ces deux émotions se développer dans le bébé, centrées autour de ce que nous appellerons sécurité et capacité.

La sécurité : deux choses, et deux choses seulement peuvent effrayer un bébé, les bruits et le sentiment de chute. La peur est due à la privation de sécurité. La sécurité d'un foyer calme et paisible, des mains fortes et sûres.

La capacité : un bébé, en contraste avec beaucoup d'animaux nouveaux-nés, est sans défense. Le seul pouvoir en sa possession est de téter et de crier. D'une part, plaisir sensuel ; d'autre part capacité d'attirer l'attention. Une passion exceptionnelle pour le pouvoir, prévalente de nos jours, commence à la privation chez l'enfant, de soins et de satisfaction. S'il est vrai que pour raisons de sécurité on doit adopter un rythme régulier, administrer la nourriture à heure fixe resté une erreur importante. Ce n'est que l'intervention de l'autorité qui force arbitrairement la mère à laisser pleurer son enfant, alors qu'elle sait que l'allaitement apporterait le calme. Le fait que le peu que l'enfant réclame ne lui est pas accordé, lui donne un sentiment d'insécurité. Par réaction contre l'insécurité, soit anormale de pouvoir.

Un développement émotionnel sain commence où s'arrête avec l'allaitement au sein. L'impression sensuelle à laquelle la bouche seule est sensible, doit être prodiguée adéquatement ; une tétine en caoutchouc n'est pas suffisante. Le contact de la chair humaine est nécessaire. Ce n'est que plus tard, par suite de ce contact que l'estomac peut se remplir. Evidemment, un estomac trop rempli est douloureux, ainsi que sa distension par les gaz. Une règle moyenne, étant donné des méthodes sensées pour prévenir la suralimentation

(repas toutes les quatre heures environ) et les gaz (position rectifiée du bébé et tapotements dans le dos, après chaque repas), serait pour la mère de calmer les pleurs par l'allaitement au sein. Même après le sevrage, un peu de lait doit être conservé pour les cas d'urgence. Une chute ou une peur se traduit par un choc ; un choc se traduit par l'administration de glucose. Où en trouver de meilleur que dans le lait de la mère ? On rencontre des cas où les enfants demandent à téter en cas de fatigue ou d'émotion, et cela spontanément.

SEVRAGE

Un sevrage graduel est d'un développement émotionnel sain et libéré. L'enfant transfère ses intérêts aux objets, examinera leurs propriétés, aura de moins en moins besoin du sein. Après un délai de trois à six mois le sevrage peut être complet. Mais il n'est pas mauvais pour subvenir à d'éventuels besoins émotionnels, de remettre en certaines occasions cette source de nutrition en usage.

Privé de légumes, le bébé souffre de constipation ; le sevrage s'impose donc rapidement. Mais il reste clair qu'il y a une immense différence entre le biberon et le sein, constituée par l'apport émotionnel de ce dernier. Cet apport fonde les émotions et les sentiments apportés plus tard par les organes génitaux. L'allaitement maternel est peut-être le premier acte sexuel ; il nécessite l'intervention d'un autre être. Le biberon serait donc un instrument de masturbation, l'homosexualité, le partage de la masturbation avec un partenaire.

En plus des légumes, il faut encore du lait à l'enfant... lait de vache, sucré et légèrement dilué. A cet âge, l'usage d'un bol et d'une cuillère est possible, et voilà où les « émotions de puissance » vont avoir leur rôle à jouer. La dextérité accrue cause de la satisfaction à l'enfant ; ainsi il aime à se servir de ses membres, à remuer les objets, à explorer les recoins, recourant souvent aux sensations gustatives, très importantes. L'empêcher plutôt que de l'encourager est une forme très grave de l'oppression.

L'EXCRETION

Son intérêt étant général, l'enfant découvrira bientôt ses excréments, et il

TRES souvent, nos camarades et nos amis s'inquiètent de ce qu'il peut exister de conformiste, de pro-étatiste, de « bourgeois » dans l'enseignement « laïque » et sont en quête de centres d'éducation de caractère libératoire, ou au moins laïque au sens où nous l'entendons (1).

Il est certain, en effet, que si beaucoup de jeunes instituteurs — libéraux avoués ou qui s'ignorent — se dépensent pour transformer l'enseignement officiel en enseignement d'esprit libératoire (École Nouvelle), il reste une majorité de classes dans les écoles rétribuées par l'Etat où nos enfants subissent un enseignement vieillesse, une déformation étatiste, chauvine, etc...

Mais si les forces actuelles du mouvement libératoire ne lui permettent pas encore de créer des « Ecoles nouvelles » vraiment dignes de ce nom et libérées de la tutelle de l'Etat, il existe un mouvement d'enfants qui offre bien des analogies avec ce que nous souhaitons.

C'est le mouvement de l'Enfance Ouvrière. Nous y trouvons, au moins en théorie, tout ce que nous pouvons souhaiter pour le développement harmonieux de l'enfant, dans un sens libératoire et communautaire :

— Esprit critique, libération intellectuelle, lutte contre les préjugés.

— Coéducation, école mixte, lutte contre la fausse pudeur, l'hypocrisie sexuelle.

— Autoadministration, autodiscipline, autocritique, chaque enfant apportant sa contribution à l'établissement et à la réalisation du programme de travail. Pas de « grades », d'obéissance passive, de « promesses ».

— Internationalisme.

Les enfants élisent leurs responsables : compagnons, secrétaires. Ces fonctions ne donnent aucun titre ou décoration. Quant aux Aides adultes qui sont aux côtés des enfants pour les appuyer, les guider, ils sont des amis et non des chefs.

Nous trouvons donc au M.E.O. les qualités que nous cherchons en vain dans les patronages laïques et les F.E.C. (Francs et Franches Camarades) impré-

gnés d'esprit patriotique, d'un reste de conformisme, repoussant l'éducation mixte.

Nous y sommes loin des Eclaireurs (laïques) encore soumis à certaines règles étroites, à des rites et nous y sommes à l'opposé des Scouts (catholiques), des

par FONTAINE

Unionistes (protestants), des Vaillants (staliens), des Cœurs Vaillants (mouture édulcorée du scoutisme catholique).

Ce qui peut tromper un certain nombre de nos amis, mal documentés sur l'évolution du M.E.O. (mouvement de l'enfance ouvrière), c'est l'appellation « Faucon Rouge » utilisée dans les communautés d'enfants.

Il ne s'agit là que d'une survivance — aux meilleurs, par leur présence de la faire disparaître — mais nous nous devons de signaler que les Faucons Rouges, en France, aujourd'hui, n'ont rien de commun avec ce qu'ils ont été à l'origine ou avec ce qu'ils sont encore dans les pays germaniques et nordiques.

Les F. R. en France, non seulement n'ont plus grand-chose de commun avec le parti socialiste, mais ils reflètent de plus en plus un esprit libératoire qui les conduit à être proscrits par le « socialisme » officiel. Et cette évolution vers l'éducation libératoire ne signifie-t-elle pas que nos idées correspondent à une réalité et aux aspirations profondes des hommes ?

Toutefois, il y a un point qui nous interdit l'adhésion enthousiaste (mais ne pourrait-on trouver des causes de réserve aussi importantes quoique différentes dans les syndicats ou aux M.L.A.J. ?)

Nous ne parlerons pas du symbolisme (insigne toulard qui d'ailleurs tend à disparaître) car il s'agit plus de signes de reconnaissance que de symboles, et ces signes peuvent être utiles, dans les rassemblements importants par exemple.

C'est d'autre chose qu'il s'agit : dans quelques régions, le Midi en particulier, les Faucons sont restés sous l'emprise au moins théorique du parti socialiste.

Certes, nous savons que l'inspiration générale, l'état d'esprit dépend en grande partie de celui des « Aides » et la question qui se pose est de savoir si nos jeunes militants ne pourraient inspirer un tel mouvement, par leur présence, d'un esprit plus généralement libératoire.

C'est que le M.E.O. est faible et souvent en difficultés parce qu'il manque d'Aides formés aux techniques éducatives et ayant un sens socialiste solide.

Qu'attendons nous jeunes et nos amis instituteurs ?

Il ne peut s'agir de faire nôtre un mouvement d'enfants, de l'arracher à un parti pour le donner à un autre, fut-ce la F.A., mais nous pouvons sauvegarder en certains points, établir en d'autres son indépendance, faire du M.E.O. un mouvement d'Education Nouvelle, d'éducation libératoire au sens large de conceptions des rapports humains et non de dogmes.

Il y a donc au M.E.O. des possibilités de « travail libératoire ». Et il est tout aussi important de former de jeunes consciences que de faire des meetings.

Le M.E.O. pourrait devenir, avec notre aide, face aux scoutismes, ce qu'est le M.L.A.J. face aux formations politiques de jeunes.

Peut-être nos militants et amis penseront-ils qu'il vaut mieux construire un nouveau mouvement, plus net dans ses

principes. Est-ce possible et sommes-nous certains de mieux faire ?

La question est posée.

En tout cas, il est certain que les anarchistes ne peuvent se désintéresser de ce problème et qu'ils doivent tenter d'arracher leurs enfants — et ceux des autres — à l'éducation formaliste (même celle de la laïcité traditionnelle) et aux dangers des pratiques scouts ou des littératures abêtissantes.

(1) Voir notre brochure « La Laïcité » 12 F. C.O.P. 5561-76, R. Joulin, 145, quai Valmy, Paris.

LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

Il y a treize ans, commençait en Espagne la première révolution libératoire, consciemment réalisée, et de vaste envergure qu'enregistre l'histoire du monde. Cette révolution dura trois ans. Née de la guerre civile puis internationale qui se livrait sur le territoire de la péninsule ibérique, elle fut conditionnée par elle. Les partis politiques républicains, socialistes, communistes, régionalistes, les gouvernements central et régionaux, les classes sociales non prolétaires, quoiqu'non fascistes, subsistaient. Les circonstances furent donc en grande partie défavorables, et il n'était guère facile d'entreprendre, dans de telles conditions, la réalisation du socialisme libératoire.

Foutant, en même temps qu'ils se battaient sur les fronts, nos camarades s'attelèrent à la tâche. Et, contrairement à ce que disent des gens mal informés ou des adversaires de mauvaise foi, leur œuvre ne fit que se développer avec le temps.

Trotsky et ses Benj. oui-oui ont affirmé et affirment qu'après les événements de Barcelone, en mai 1937, le peuple, trahi par les anarchistes, perdit ses conquêtes contre le capitalisme et les grands propriétaires fonciers. Rien n'est plus faux. S'il est vrai que politiquement l'anarchisme espagnol avait perdu du terrain, il ne cessa d'avancer sur le terrain économique et social.

Au début de 1937, il n'y avait qu'une dizaine de collectivités agraires en Castille. Un an et demi plus tard, il y en avait trois cents. Au début de la même année on en comptait cinquante dans le Levant. Un an plus tard, on en comptait cinq cents. Et si, des suites de la razzia opérée par les troupes du stalinien Lister, une bonne partie des collectivités d'Aragon furent détruites, elles ressurgirent dans cette région, quoique moins vigoureuses, et se multiplièrent dans d'autres.

Il en fut de même dans l'industrie. Malgré la réaction gouvernementale, capitaliste et stalinienne, les syndicats étendirent, en 1937, 1938 et 1939 leur mainmise sur les industries. Et les gouvernements de Valence et de Barcelone devaient s'adresser à eux, traiter avec eux pour se procurer les matériaux de guerre.

La Révolution espagnole a prouvé que les idées libératoires étaient praticables, que la solution libératoire n'était pas un ensemble d'élucubrations fantaisistes ou abstraites, mais une conception basée sur l'expérience pour atteindre des buts concrets.

C'est dans la connaissance de ces réalisations que nous renforçons notre foi en l'anarchisme. En l'anarchisme socialiste, communiste, ce qu'est de Bakounine, de Kropotkine, de Malatesta, de Faure et de tant d'autres. En l'anarchisme réalisateur qui était celui de nos camarades d'Espagne et qui est aussi le nôtre.

Gaston LEVAL.

ERRATUM

Dans l'article de notre camarade Gaston Leval, publié la semaine dernière sous le titre : « Pourquoi fut vaincue la République espagnole ? » par « armes venues du Mexique ».

S. I. A.

Les camarades français et espagnols sont convoqués en assemblée générale le dimanche 24 juillet à 10 heures, Bar Grillon, place Clemenceau à Avignon.

Pendant vos vacances, quelques heures de lecture sont toujours agréables. Nous vous offrons un choix de livres et brochures

1^{er} LOT

Gaston Leval : L'Indispensable Révolution	160 Fr.
Jeanne Humbert : Sébastien Faure	180 Fr.
Richard Wagner : La Tétralogie	250 Fr.
Ady : Poèmes Hongrois (Traduction de A. Robin)	50 Fr.
Lashorts : Qu'est-ce que le Proletariat ?	10 Fr.
Ernestan : La Contre-Révolution étatisée	15 Fr.
Pierre Kropotkine : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie	20 Fr.

PRIX DE VENTE 685 Fr.

EXCEPTIONNELLEMENT : 500 Fr. Franco : 595 Fr.

2^e LOT

Voline : La Révolution Inconnue	350 Fr.
Abecassis : La Honte des Siècles	150 Fr.
Wagner : La Tétralogie	250 Fr.
G. Leval : Indispensable Révolution	160 Fr.
J. Humbert : Sébastien Faure	180 Fr.
Asso : Chansons sans musique	150 Fr.
Ernestan : La Contre-Révolution étatisée	15 Fr.
P. Kropotkine : L'Anarchie, son Idéal, sa Philosophie	20 Fr.
F. A. : Les Anarchistes et le Problème social	15 Fr.
F. A. : Les Anarchistes et l'Activité syndicale	15 Fr.

PRIX DE VENTE 1.305 Fr.

EXCEPTIONNELLEMENT 1.000 Fr. Franco : 1.145 fr.

Compte Chèque Postal : R. Joulin 5561-76 Paris

Les ouvriers de la S.N.C.A.C. paient 4 années d'erreurs

LES journaux nous apprennent que les travailleurs de l'entreprise nationalisée la S.N.C.A.C. ont trouvé à leur retour de vacances la porte close et leur certificat prêt. A l'appel de « leur syndicat » les travailleurs licenciés ont manifesté à Boulogne, Levallois, Colombes, etc...

L'Etat qui se refuse à les payer en les faisant travailler avait envoyé autour de ces ateliers des flics et des gardes mobiles payés eux à ne rien faire ou plutôt payés pour empêcher des travailleurs de produire.

Des arrestations ont été opérées, des délégations ont été nommées, des promesses seront faites, des Comités formés.

Tout cela pour faire appel à l'Etat mauvais patron, banqueroutier, qui n'en a cure.

Tout cela sous l'égide de syndicats qui, il n'y a pas si longtemps prônaient les vertus des nationalisations d'Etat, et responsables au premier chef de la situation dramatique des travailleurs métallurgistes.

Tout cela en pure perte d'ailleurs.

L'exemple de la S.N.C.A.C. doit ouvrir les yeux des métallurgistes. La faillite de l'action revendicatrice menée depuis 1944 par les syndicats politisés est flagrante.

Il est temps de revoir les formes de lutte. Il est temps de centrer l'effort sur la revendication essentielle. Il est temps de créer l'organisme susceptible d'étayer cet effort.

MONTLUC.

Chez les instituteurs

Le Congrès de Nancy

VOICI le programme d'action voté par le Conseil syndical du Rhône, réuni le 2 juin dernier, et présenté par les délégués de cette section aux congressistes réunis à Nancy les 19, 20, 21 et 22 juillet 1949.

MOTION D'ORIENTATION

Le Congrès précise :

1. — La nécessité vitale de maintenir l'unité organique du personnel enseignant, unité qui, dans les circonstances présentes, ne peut raisonnablement exister que dans l'autonomie du S.N.I. (1).

2. — La nécessité de ne pas faire de cette autonomie un isolement dangereux, et de profiter du maintien de l'unité du S.N.I. pour ouvrir à la reconstruction d'une C.G.T. démocratique unique, notamment par les moyens suivants :

a) Modification sérieuse de la partie générale de l'Ecole libératrice qui, réunissant enfin un contenu avant tout syndical, défendrait un organe d'éducation capable de créer dans la masse des syndiqués l'esprit de lutte et de désir d'action indispensables à une grande organisation.

b) Diffusion très large, dans le monde ouvrier, des dispositions des motions du S. N. I., et en particulier des conditions intérieures de démocratie syndicale.

c) Prise de position nette et publique du S. N. I. en face de toutes les manifestations de la vie syndicale et ouvrière : grèves, congrès confédéraux, C.C.N., congrès fédéraux, déclarations de minorités syndicales, etc.

d) Propositions d'unité d'action soit aux syndicats de fonctionnaires, soit aux syndicats ouvrier, en préconisant des buts précis et unitaires, capables de sauver en une action efficace les éléments épars du mouvement ouvrier.

e) Adhésion au Cartel d'Unité d'Action Syndicale et participation active à sa vie intérieure, avec la perspective de préparer une nouvelle

conferérence nationale ouverte à tous les partisans d'une C.G.T. unique et démocratique.

3. — La nécessité primordiale de lutter avant tout contre une guerre hélas trop réelle et bien actuelle, type même de la guerre impérialiste : celle d'Indochine, et mandat à cet effet les responsables du bureau :

a) Pour lancer une campagne d'affiches, voire de meetings, qui informeraient la population sur les responsabilités du déclenchement et de la prolongation des hostilités, et préconiseraient le retrait pur et simple du corps expéditionnaire d'Indochine, la libération des Viet-Namiens internés en France, les pourparlers avec l'ensemble des Indochinois, y compris Ho Chi Minh et ses partisans.

b) Pour compléter la tribune coloniale de l'Ecole libératrice, jusqu'alors simple étalage de revendications corporatives, et en faire une tribune sociale et économique, documentée de lutte contre le colonialisme lui-même.

c) Pour demander aux centrales syndicales de prendre une fois pour toutes position contre l'envoi d'armes, munitions et troupes en Indochine, réponses obtenues étant largement publiées.

Le Congrès précise encore :

1) Que le syndicalisme commettait une grave et dangereuse erreur en se laissant enfermer dans le dilemme U. S. A. - U. R. S. S., en appréciant différemment des pactes, traités ou chartes suivant les puissances signataires, en s'illusionnant sur les possibilités réelles de mouvements pacifistes confusionalistes plus ou moins à la remorque de l'un ou l'autre bloc.

2) Que le syndicalisme doit surtout se souvenir que « l'ennemi est dans notre propre pays », que la lutte contre la guerre ne se sépare pas de la lutte quotidienne pour les revendications immédiates de tous les prolétaires, et que, pour ce faire, il doit lutter contre l'ennemi de classe numéro un, la bourgeoisie française, partie intégrante du bloc impérialiste américain.

3) Que le syndicalisme ne peut, logiquement, que s'opposer aussi à l'impérialisme russe, manifestation d'une structure sociale dans laquelle une bureaucratie est parvenue à installer à son profit une forme nouvelle d'exploitation de l'homme par l'homme, non moins condamnable que celle en faveur dans le bloc adverse, et caractérisée par une puissance considérable de l'Etat, un écart accru dans l'éventail des salaires, un contrôle de la production et une fixation des normes de travail échappant aux travailleurs.

Le congrès adresse à tous les tra-

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

La grève des dockers anglais

IL y a plusieurs mois, les dockers canadiens se mettaient en grève pour protester contre une diminution possible de leurs salaires, les armateurs de la-bas estimant avoir trop payé leurs ouvriers pendant l'année 1948. Par la suite vinrent s'ajouter à la revendication primordiale : « Pas de diminution de salaires ! » les exigences suivantes : paiement des salaires saisis aux grévistes, pas de sanctions présentes et à venir pour faits de grève, non-reconnaissance des embauches après la déclaration de grève, non-responsabilité des accidents pouvant survenir

sur les bâtiments équipés par des jaunes.

Les patrons canadiens ayant réussi à armer quelques navires grâce à un certain nombre de briseurs de grève et ces navires se dirigeant vers des ports étrangers, particulièrement anglais, les

grévistes anglo-canadiens et le haut-commissaire du Canada à Londres, Isaac demandant à écraser le mouvement docker par les seules forces de répression au nom de la réussite de l'expérience travailliste et pour le sauvetage de la livre sterling. Cet écrase-

de l'aide internationale. Leurs collègues danois, italiens, israéliens, australiens ont déjà répondu présent. Les vrais syndicalistes doivent aider le mouvement anglais à triompher rapidement sous peine de le voir se politiser d'abord et être écrasé par la coalition des forces répressives ensuite.

Nous faisons savoir aux dockers anglais que nous sommes de tout cœur avec eux, que nous fustigeons l'attitude Ponce-Pilate de la Fédération Française des Ports et Docks C.G.T. dont le communiqué sibyllin du 11 juillet 1949 (2) est absolument indigne d'un groupement frère. Cela d'ailleurs ne nous étonne qu'à demi puisque cette même Fédération, à l'exception de sa section algérienne n'a rien fait pour empêcher tout chargement militaire à destination de Madagascar, de l'Indochine et autres colonies. Et cela malgré les motions votées par les instituteurs et le Cartel national d'Unité d'action syndicaliste.

La triomphe des dockers anglo-canadiens doit marquer le réveil du syndicalisme d'outre-Manche. Ce mouvement prend une importance comparable à celle de la grève des mineurs en France. Pour le bien de tous il ne faudrait pas qu'il se termine de la même façon. Echec aux politiciens ! Echec aux dirigeants syndicaux politisés ! Grève générale expropriatrice et révolutionnaire !

(1) Les dockers ont voté travailliste à 80 %
(2) « La solidarité doit jouer. Il faut les aider dès maintenant. C'est pourquoi les dockers français doivent envisager immédiatement les formes de lutte à employer sur les navires anglais dont le chargement aurait été effectué par des jaunes ou des soldats ». Résultats : quelques arrêts « momentanés » dans le Dunkerquois et en Algérie.

par J. BOUCHER

La grève des dockers anglais est le prélude d'une période de contrainte sans précédent pour le mouvement ouvrier en Angleterre, doublée d'une désaffection ouvrière envers les syndicats d'outre-Manche.

Mais le peuple anglais en a assez des contraintes absurdes, de l'expérience travailliste et du reste. Il réagit avec vigueur contre les faux socialistes et les faux syndicalistes pour lesquels il vota en masse au lendemain de la guerre (1). Les dockers, et avec eux les cheminots, les transporteurs de viande, refusent de travailler les denrées transportées par des jaunes et déchargées par la troupe. Les marins d'allège (embarcations de transbordement) ont suspendu également leur travail pour ne pas aider les traîtres à leur classe et l'Union des syndicats de Londres manifeste son mécontentement envers les mesures gouvernementales prises. Ce n'est pas suffisant. Après avoir crié halte ! aux exploiters de tout poil, il faut que les travailleurs anglais étendent la grève des dockers aux autres corporations, tentent de transformer la grève partielle en grève générale, présentent des revendications s'attaquant au système. Là est le critère du succès.

Après avoir aidé leurs camarades canadiens les dockers anglais ont besoin

ment serait, s'il était réalisé, le prélude d'une période de contrainte sans précédent pour le mouvement ouvrier en Angleterre, doublée d'une désaffection ouvrière envers les syndicats d'outre-Manche.

Mais le peuple anglais en a assez des contraintes absurdes, de l'expérience travailliste et du reste. Il réagit avec vigueur contre les faux socialistes et les faux syndicalistes pour lesquels il vota en masse au lendemain de la guerre (1). Les dockers, et avec eux les cheminots, les transporteurs de viande, refusent de travailler les denrées transportées par des jaunes et déchargées par la troupe. Les marins d'allège (embarcations de transbordement) ont suspendu également leur travail pour ne pas aider les traîtres à leur classe et l'Union des syndicats de Londres manifeste son mécontentement envers les mesures gouvernementales prises. Ce n'est pas suffisant. Après avoir crié halte ! aux exploiters de tout poil, il faut que les travailleurs anglais étendent la grève des dockers aux autres corporations, tentent de transformer la grève partielle en grève générale, présentent des revendications s'attaquant au système. Là est le critère du succès.

Après avoir aidé leurs camarades canadiens les dockers anglais ont besoin

REVUE de la PRESSE syndicale

Dernièrement nous citons quelques extraits d'un article de Rose Etienne, de Force Ouvrière, dans lequel elle s'opposait à toute sorte de guerre, déclarant qu'il n'y avait pas de guerre juste et de guerre criminelle — ni guerre colonialiste justifiée — le devoir des travailleurs est donc de s'opposer de toute leur force à toutes ces formes d'assassinats collectifs. Tels étaient les arguments que Rose Etienne développait et qui paraissent des plus sérieux.

Aussi sommes-nous étonnés de lire dans Force Ouvrière du 7 juillet ces quelques lignes signées R. Laborie :

Une fois de plus, prenant pour prétexte une commande de grenades passée à notre entreprise, les scabes cégétistes ont tenté d'alerter la population et sont partis en guerre contre tout ce qui ne porte pas le sceau du fascisme rouge...

Dans leur hypocrisie morbide, ils oublient qu'il était un temps où le S.D.T. fabriquait des bombes et qu'il est vrai, sous le règne d'un ministre communiste, aussi la C.G.T. était-elle muette. Si, à F.O., nous nous sommes refusés à participer à cette manifestation, qui a pitoyablement échoué d'ailleurs, c'est que nous voyons le désarmement sur le plan mondial et non national comme ceux qui travaillent à la ruine de la France, tout comme nous sommes contre toute guerre d'agression, quelle qu'elle soit, et non contre un seul pays nommément désigné.

Si nous condamnons l'attitude des stakhs pour lesquels hier la fabrication de bombes et de grenades était justifiée et aujourd'hui une préparation à la guerre « anti-soviétique » nous n'en excusons pas moins celle des syndiqués F.O. qui volontairement fabriquent ou laissent fabriquer des armes servant présentement pour les guerres colonialistes que Rose Etienne condamne.

Singulier pacifisme que d'attendre des autres pays les premiers pas vers le désarmement en maintenant ou accélérant dans son pays une production de guerre.

Le 29 juin, à Milan, s'est ouvert le 2^e Congrès de la F.S.M. où les délégués venus de diverses régions où le communisme est le maître ont possédé quelques influences représentant, selon le Peuple, 71 millions de travailleurs, ce qui est réellement peu, si l'on considère la facilité avec laquelle la Russie soviétique ou l'adhésion au syndicat est virtuellement obligatoire et les « démocrates populaires » peuvent gonfler à loisir le nombre de leurs adhérents sans risquer les démentis.

Le tonor de ce congrès fut Louis Saillant à qui revint le privilège de prononcer le discours d'ouverture. Celui-ci tenta de justifier la prise de position de la F.S.M. en faveur des démocrates populaires et de l'U.R.S.S. et essaya de faire peser sur les épaules des « Occidentaux » la récente scission internationale. Scission inévitable étant donné les intérêts contradictoires qui y étaient représentés : d'une part un bloc majoritaire soumis et influencé directement par la politique du Kremlin, d'autre part le bloc franco-anglo-saxon défendant les intérêts des banquiers américaines et le principe de l'application du plan Marshall.

Selon Saillant, le premier bloc, composé des hommes les plus honnêtes des syndicalistes les plus compétents, des véritables représentants du prolétariat, était persécuté par le deuxième uniquement composé de « valets aux ordres des milliardaires américains ». Ceci en toute impartialité évidemment.

Pourtant, dit Saillant, la politique de la F.S.M. a été sans équivoque. Et de

citer cet exemple pris parmi tant d'autres qu'il livre à la méditation des délégués présents :

« Lorsque la F.S.M. s'inclina devant la dépouille mortelle du président F.D. Roosevelt ce fut pour nous tous un acte d'une haute signification morale (c'est nous qui soulignons). Mais lorsque nous adressâmes au camarade Di Vittorio un message pour le prier de présenter au camarade Togliatti les vœux de la F.S.M. après la tentative d'assassinat dont il fut l'objet et lorsque nous flétrissions cet attentat alors nous étions accusés de faire de la politique... »

Singulière activité syndicale que celle qui consiste à honorer des troupilles telles que Roosevelt qui fomenta les incidents de Pearl Harbour, et de Togliatti allié des chrétiens-démocrates universellement méprisés même chez les communistes italiens. Il est d'ailleurs à peu près probable que si Roosevelt était encore vivant il ne serait aux yeux des étaliniens qu'un agent des milliardaires américains. Tout comme Truman. Il eût seulement la chance de mourir après avoir conclu les accords de Yalta et de Potsdam qu'il se serait empressé de trahir par la suite.

En somme rien de syndicaliste et encore moins révolutionnaire dans ce congrès de la F.S.M. Nous nous réjouissons de voir — quoi qu'en dise Saillant — la F.S.M. s'écrouler car sur son cadavre les travailleurs du monde entier retrouvant leur conscience et leur combativité sauront bâtir une véritable internationale syndicaliste dans laquelle ils lutteront pour leur libération définitive.

PICARD.

Exploitation des martyrs

L'HUMANITE et ses sous-verges, Le PEUPLE et les siens, protestent, crient, tempêtent, font faire meetings sur meetings, défilés sur défilés, provoquent les télégrammes de soutien, parce que des militants cégétistes communistes sont poursuivis pour avoir appelé (si peu) les mineurs à la bagarre ou exprimer leur désaccord envers l'expédition punitive en Indochine. Hénaïf le traître, Duguet le bonze, Le Leap le jésuite et bien d'autres sont poussés au pinacle parce que interrogés et poursuivis par la police de Moch. Ils ont oublié de signaler Joyeux, passé en correctionnelle et condamné vendredi dernier pour le BON motif comme ils oublient de s'élever contre le massacre des anarcho-syndicalistes en Espagne.

Il est vrai que Joyeux et les militants de la C.N.T.-F.A.I. sont des anarchistes et que les anarchistes ne luttent que pour l'asservissement de la classe ouvrière comme chacun sait.

GRUPE DE SAINT-DENIS
Par suite d'une erreur, des convocations ont été envoyées pour le jeudi 14 juillet ; il fallait lire le jeudi 28 juillet, à 10 h. 30, au lieu habituel, 33, rue Pinel, Saint-Denis.

12^e REGION

TOULON

Ne recevant aucune réponse de Diné et Raffin, le Comité régional invite un camarade de Toulon autre que Diné et Raffin à se mettre en rapport avec le secrétaire régional, Carlo Fatout, 12, rue Olive-Samotain, Marseille (7^e), pour communication importante aux compagnons de Toulon.

GRENOBLE

13^e ANNIVERSAIRE

de la

REVOLUTION ESPAGNOLE

C. N. T.

d'Espagne (en exil)

24 JUILLET

à 9 heures

au Cinéma LE SELECT

rue Aristide-Bergès

ORATEURS :

ANDRE CAPEDEVILA

pour les Jeunes-Libertaires

PAUL CAMUS

de la C.N.T. de langue française

(parlera en français)

FEDERICA MONTSENY

pour la C.N.T. Espagnole en exil

* SALLE DES FETES

DU STAND

Grande-Rue

LA CROIX ROUGE

En commémoration

du 13^e Anniversaire

de la Révolution Espagnole

S. I. A.

organise un festival

au bénéfice des victimes

du fascisme espagnol

avec le programme suivant :

LE 23 JUILLET

à 21 heures.

B. A. L.

LE 24 JUILLET

à 15 h. 30

Représentation de l'œuvre sociale

A BAS LES ARMES !

d'Emilio Gomez de Miguel

et Eduardo Borrás

LA NUIT

BAL à partir de 21 heures

Le Gérant : M. JOYEUX.

Impr. Centr. du Croissant
19, r. du Croissant, Paris-2^e

LE LIBERTAIRE est condamné

Pour avoir défendu les mineurs, pour avoir préconisé la lutte à outrance contre l'Etat, l'appareil policier, les partis et les intérêts particuliers, le « Libertaire » est condamné.

Il ne resterait rien de ce procès, qu'une forte amende à payer, si le président de la 17^e Chambre correctionnelle n'avait fait cette remarque judiciaire au ministère public, qui reprochait à notre camarade Joyeux de s'écarter des limites fixées par les lois :

« Mais, Monsieur le Procureur, ce sont des anarchistes et ils sont contre les lois. »

Nous acceptons parce que contrainsts, l'amende que la solidarité du mouvement nous permettra de payer.

Nous acceptons, parce que vraie, la réflexion du président fixant en une phrase brève l'essentiel de notre combat : Combattre la loi des oligarchies qui s'appuient sur l'autorité pour exploiter les hommes.

LIB.

Mouvement Libertaire Espagnol — Confédération Nationale du Travail

24 JUILLET 1949, à 9 h. du matin

Salle Wagram

GRAND MEETING COMMÉMORATIF

(Anniversaire de la Révolution Espagnole)

SAN SICART

BLANCO

JOYEUX

Délégué du M. L. E. Secrétaire National de la C. N. T. (en exil) Fédération Anarchiste